**DECLARATION SOMMET NATIONAL DES JEUNES 2017**

Nous, représentants des Organisations de jeunesse des 22 régions, sommes réunis à Antananarivo pour le Sommet National des Jeunes sous le thème : “ Le Madagascar que nous voulons pour 2018 et au-delà”. Ce Sommet a été organisé par Youth First avec la coopération d’un comité technique composé de l’ONG Hari, Teach For Madagascar, YALI Madagascar, JEMA. JAI, Association M’Tsiky et l’Association Ank’Izy. Ce sommet national des jeunes a été rendu possible grâce à l’appui technique et financier de L’Ambassade des Etats-Unis à Madagascar, Southern Africa Trust, l’Organisation Internationale de la Francophonie, le PNUD, l’UNICEF, le FNUAP, la Banque Mondiale, EISA, Fondation Friedrich Ebert, Marie Stopes Madagascar, Save the Children, FORMAPROD, Orange Madagascar, le Groupe Star et Socolait ;

Nous exprimons notre gratitude à son Excellence Monsieur Le Ministre de la Jeunesse et des Sports qui a patronné ce sommet et Son Excellence Monsieur le Ministre de l’Economie et du Plan, pour son parrainage.

Nous félicitons le Ministère de la Jeunesse et des Sports, toute son équipe et tous les jeunes de Madagascar pour l’adoption de la nouvelle Politique Nationale de la Jeunesse et nous attendons avec impatience la présentation du Plan d’Action Quinquennal qui garantira sa mise en œuvre. Aussi, nous réaffirmons notre volonté de travailler avec le Ministère dans la conception, mise en œuvre et évaluation de tout Programme concernant les jeunes à Madagascar. Nous sommes disposés à mettre toutes nos expertises et capacités à nous mobiliser pour travailler étroitement avec le Ministère de la Jeunesse pour la mise en place d’un Conseil National de la Jeunesse, qui sera une force de proposition, compétent, apolitique et redevable.

Cette déclaration, que nous adressons au Gouvernement, aux Parlementaires, aux Institutions au niveau décentralisé, aux partenaires techniques et financiers et aux associations de jeunes est le fruit de discussions actives entre les 88 jeunes représentants des associations participantes au Sommet national des jeunes.

Elle se fonde sur la dernière décennie d’efforts entrepris par toutes parties prenantes au niveau national pour promouvoir un développement compréhensif des jeunes. Nous regrettons cependant le manque de ressources et de capacités pour les structures de jeunesse afin de nous permettre d’être des acteurs clés de notre développement et celui de nos pairs.

Nous accueillons la volonté du Gouvernement à valoriser son capital humain par la considération du dividende démographique mais insistons sur le fait que ce “bonus démographique” ne sera acquis que si des orientations stratégiques et des ressources suffisantes sont adoptées et allouées par l’Etat. Investir dans la jeunesse est capital pour l’atteinte des Objectifs de Développement Durable. L’atteinte de chacun des cibles requiert des efforts dans la promotion d’une éducation de qualité répondant aux besoins de marché du travail et ambition de prospérité de la Nation, développement de compétence et expertise locale, pleine jouissance des droits et accès à des services de santé, bonne gouvernance, sécurité, participation et représentation effective des jeunes dans les différentes instances de décision. Un investissement réel dans la jeunesse requiert de la part des gouvernants la mise en place d’un environnement favorable pour permettre à chaque jeune, sans distinction de sexe, âge, religion, opinion sur tout le territoire Malagasy d’atteindre leur plein potentiel dans le respect de leurs droits et choix. Nous insistons sur l’hétérogénéité de la jeunesse malgache et l’importance d’un plan de mise en œuvre qui reconnait la diversité entre les régions, la disparité entre le milieu urbain et rural et la différence des attentes entre les jeunes scolarisés et non scolarisés.

Nous acceuillons avec serennité la révision de la loi sur la planification familiale et nous restons convaincus que les mesures d’applications seront effectives à tous les niveaux.

A cet effet nous émettons les recommandations suivantes axées sur différents thématiques :

**Politique et Programme visant le développement des jeunes**

1. Nous demandons la mise en place d’un Basket Fund pour le financement des initiatives jeunes et demandons la mise en place d’un mécanisme de gouvernance transparent et inclusif de ces fonds.
2. Nous demandons la reconnaissance de la nouvelle Plateforme qui a été mise en place à l’issu de ce sommet comme étant une structure de concertation, une force de proposition et structure de facilitation pour l’accès aux opportunités pour les jeunes des 22 régions ;
3. Nous faisons appel au gouvernement pour investir dans les ONG/ groupements ou associations des jeunes œuvrant dans la promotion de l’éducation citoyenne et des Droits de l’Homme et fournir un environnement favorable aux échanges et apprentissage afin d’encourager la participation effective des jeunes incluant les groupes vulnérables dans la société.
4. Nous recommandons la conduite d’une étude qualitative et quantitative pour documenter et évaluer l’apport des associations de jeunesse dans l’atteinte des Objectifs de Développement Durable. Cette étude informera toute nouvelles orientations pour développer des programmes pour valoriser et maximiser l’impact des actions entreprises par les associations de jeunes.
5. Nous demandons la mise en place de la « Médaille de la Jeunesse », reconnue comme une distinction honorifique attribuée aux jeunes exceptionnels pour service rendu à la Nation. Cette médaille récompensera les jeunes engagés qui deviendront des modèles au niveau de la Nation et encouragera l’engagement citoyen des jeunes.
6. Nous demandons la facilitation administrative pour l’enregistrement au niveau de l’administration des associations de jeunesse et demandons que l’âge requise pour se constituer en association soit révisé pour permettre l’inclusion des jeunes de moins de 18 ans dans les organes de gouvernance des associations pour être en adéquation avec la Politique Nationale de la Jeunesse qui reconnait qu’un jeune est définit comme toute personne âgée de 14 à 30 ans.

**Education et formation**

1. Nous réclamons la mise en place d’un cadre légal pour la reconnaissance des compétences et capacités acquises dans l’éducation non-formelle délivré par les différentes ONG y compris les associations de jeunes qui font la promotion de l’éducation continue et les compétences à la vie.
2. Nous demandons un partenariat entre le secteur privé et le gouvernement pour accélérer l’adéquation d’une éducation de qualité au besoin du marché de travail local reconnaissant l’importance de la formation technique et professionnelle.
3. Nous demandons la mise en place d’un système de méritocratie et un système transparent et géré au niveau décentralisé pour l’allocation des bourses à l’étranger financés par l’Etat ;
4. Nous recommandons la mise en place d’un agence de prêt étudiant pour encourager la poursuite des études supérieures, remboursables après l’insertion professionnelle de ces jeunes ;
5. Nous proposons un renforcement de système de contrôle qualité et système de supervision des établissements homologuées et habilitées de l’éducation supérieur et les établissements pour assurer la fiabilité et l’efficacité d’une éducation réussie à Madagascar.
6. Nous demandons la mise en place d’un système de suivi des homologations et habilitations des universités privées ainsi que la mise en place d’un système d’information à jour et fiable pour permettre aux jeunes d’identifier et accéder aux universités qualifiées répondant aux normes de qualité exigées par le Ministère.
7. Nous recommandons la mise en place d’un Programme de formation à l’emploi et stage garanti par un partenariat entre l’Etat Malagasy et tous secteurs d’activités : privés, ONG,.. pour accroître l’employabilité des jeunes et faciliter l’acquisition des compétences nécessaires sur le milieu du travail.

**Emploi et entrepreunariat**

1. Nous demandons au Gouvernement de travailler urgemment avec les opérateurs économiques et autres parties prenantes pour créer un environnement incitatif qui propulse les investissements et facilite la création d’Entreprise Malagasy.
2. Nous demandons un partenariat entre le secteur privé et le gouvernement pour créer un cadre programmatique qui fournira des programmes de renforcement de capacité durable améliorant l’employabilité des jeunes et leur capacité à entreprendre
3. Nous travaillerons avec les parties prenantes pour mettre en place une coopérative des jeunes entrepreneurs et effectuerons le recensement, le regroupement, le coaching des jeunes entrepreneurs au niveau local et demandons la facilité administrative et fiscale pour promouvoir l’émergence de nouveaux entrepreneurs jeunes
4. Nous proposons la définition d’un statut des auto-entrepreneurs dans la législation administrative;
5. Nous travaillerons avec toutes les parties prenantes pour mettre en place un programme de volontariat national pour favoriser l’apprentissage et l’insertion professionnelle des jeunes et promouvoir le transfert de compétence entre les jeunes des régions.
6. Nous souhaitons l’insertion d’un curriculum sur la culture entrepreneuriale dans l’éducation primaire, secondaire et l’enseignement supérieur.

**Bonne Gouvernance**

La Bonne Gouvernance n’est pas une fin. Nous réaffirmons qu’elle devrait être un principe car elle seule peut garantir l’équité et l’inclusion requise pour la mise en œuvre effective de cette déclaration.

1. Nous réclamons la conduite d’une vaste campagne de sensibilisation des jeunes pour leur participation effective dans tout le processus électoral et demandons la mise à disposition de ressources pour les associations de jeunes pour nous permettre de mobiliser nos pairs.
2. Nous demandons la mise en place d’une éducation citoyenne plus compréhensive utilisant différents canaux de communication pour promouvoir l’engagement civique de tous les jeunes sans distinctions d’âge et de sexe.
3. Nous réclamons l’accès aux informations en temps réels, délivrées suivant les canaux disponibles dans les 22 régions et à ce titre réclamons la facilitation d’implantation de stations médias privées.

Pour nous participants à ce sommet des jeunes, cette déclaration est aussi l’énoncé de notre mission et nous nous engageons à suivre et travailler avec toutes les parties prenantes pour réaliser et suivre toute consideration faites à cette declaration. Nous nous engageons à utiliser toutes les ressources dont nous disposons pour restituer les délibérations faites pendant ce sommet, organiser des formations en cascade pour faire des transferts de connaissances sur la base des renforcements de capacité que nous avons reçu et nous mobiliserons nos pairs pour mettre en oeuvre chacune de ces recommandations.

Faite à Antananarivo, ce 15 Decembre 2017